



Échanges questions / réponses – 08/01/2024

Comme prévu à l'article 8.2 du Règlement de Consultation : « Les candidats peuvent demander des précisions sur l'offre via la plateforme marchés sécurisés. Seules les questions formulées via la plateforme seront traitées. Les demandes reçues par mail, téléphone ou autres moyens ne feront l'objet d'aucunes réponses de la part du SIDEVAM976. Les réponses formulées par l'acheteur seront compilées dans un document annexe au DCE et au marché, intitulé « échanges questions/réponses », ce document est prioritaire sur les autres. »

12/12/2023 : Question de l'opérateur économique

« Bonjour,

Les délais de réalisation de l'étude (avant juin 2024) semblent très contraints : un avenant de prolongation est-il envisageable pour réaliser une sortie de la DSP plus sereine ? »

Réponse du SIDEVAM976 :

En effet, le SIDEVAM976 envisage de réaliser un avenant de prolongation au contrat de DSP afin de se laisser plus de temps pour réaliser la sortie du contrat. C'est pourquoi, comme précisé dans le CCAP, dès la notification du présent marché, le SIDEVAM976 s'engage à lancer un bon de commande pour que le titulaire réalise la prestation suivante décrite au CCTP : « Axe 1 prestation 3 : Assistance lors de modifications bilatérales du contrat actuel de DSP ».

15/12/2023 : Information du SIDEVAM976 à l'attention des opérateurs économiques

Le SIDEVAM976 a remarqué une erreur concernant les délais indiqués dans les articles 8.1 et 8.2 du Règlement de Consultation.

Le SIDEVAM976 confirme aux opérateurs économiques que, conformément aux délais mentionnés à l'article 8.1 du RC, les candidats pourront transmettre leurs questions sur la plateforme au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Passé ce délai, les questions ne seront pas traitées. Le SIDEVAM976 s'engage à répondre aux candidats dans les 6 jours maximum qui suivent la réception de la demande. Ainsi, une réponse sera adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres, via le présent document. Celui-ci sera actualisé et disponible dans le dossier de consultation à chaque nouvelle question posée.

04/01/2024 : Questions de l'opérateur économique

Question n°1 : Concernant la prestation n°9 (Elaboration du ou des dossiers de consultation des entreprises, préparation et mise en œuvre des procédures de consultation), il est mentionné au CCTP en page 21-27 : « Dans son offre, le titulaire veillera à distinguer ses tarifs en fonction des différents types de marchés, de leur périmètre et de leur complexité :

- 1- Marché de concession de type DSP (comprenant par exemple l'ISDND et les installations de traitement de biogaz et de lixiviats)
- 2- Marchés d'exploitation « classiques » (par exemple : 1 pour la plateforme de valorisation de déchets verts et 1 pour les 4 quais de transfert)

SIDEVAM 976

Assistance à maîtrise d'ouvrage technique, financière et juridique pour le bilan de l'actuelle délégation de service public et l'élaboration et le suivi du ou des prochains contrats d'exploitation des installations de traitement de déchets du SIDEVAM976
Échanges questions/réponses

3- Marché d'exploitation de type « marchés globaux de performances » (comprenant par exemple l'ISDND et les installations de traitement de biogaz et de lixiviats) »

Or le BPU et DQE ne présente qu'une seule ligne de prix concerne la prestation n°9. Comment est-ce que les candidats peuvent distinguer au BPU/DQE les tarifs selon les différents types de marchés/DSP ?

Question n°2 : Pour la prestation n°11 (Assistance pour le suivi du contrôle administratif, technique, juridique et financier du ou des nouveaux contrats d'exploitation), le BPU et DQE ne permet de renseigner qu'un seul prix forfaitaire. Comment est-ce que les candidats peuvent distinguer au BPU/DQE les tarifs de la prestation n°11 selon les différents types de marchés/DSP, sachant que par exemple le suivi d'une DSP peut être plus exigeant et plus consommateur de temps que le suivi d'un marché d'exploitation ?

Question n°3 : Pour la prestation n°12 (Assistance lors de modifications bilatérales du ou des nouveaux contrats), confirmez-vous que le prix forfaitaire à renseigner est un forfait par modification/avenant (et non un forfait par contrat) ?

Question n°4 : L'article 5.2 du CCAP précise les modalités de variation des prix, en utilisant l'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 001565151 « Indice du coût du travail - Salaires et charges - Dans le secteur : Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 poste M) ».

Or selon l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565151>), la série 001565151 est arrêtée depuis 2018 (base 2012) et peut être remplacée par : Séries 010599847 : Indice du coût du travail - Salaires et charges - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2016 - Série arrêtée

Puis l'INSEE précise que « Suite à la rénovation en continu des branches, la série 010599847, en base 2016, est arrêtée et peut être poursuivie par la série équivalente 010762013, en base 2020 » (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010599847>)

D'autres indices peuvent également être considérés : ING...

Pourriez-vous SVP préciser l'indice et la formule d'actualisation à prendre en compte ?

Question n°5 : L'article 5.2 du CCAP prévoit une actualisation des prix en cas de début d'exécution des prestations plus de trois mois après la signature du marché. La circulaire n°63/74SG du 29 septembre 2022 recommande aux collectivités territoriales de prévoir dans les marchés publics des fréquences et formules de révision représentatives des conditions économiques. Dans un contexte inflationnaire et de forte variation des prix, une simple actualisation des prix n'est pas adaptée aux réalités économiques pour un marché dont la durée est fixée à 4 ans. Est-il possible de prévoir une révision mensuelle des prix, ou a minima trimestrielle plutôt qu'une actualisation ?

Question n°6 : L'article 5.2 du CCAP précise également que « Un plafond fixé à 3% pour la hausse ne pourra être dépassé. À défaut, une telle situation déclencherait une clause de sauvegarde qui autoriserait la dénonciation du présent marché. ». Dans le contexte inflationniste actuel, et au regard de la durée de la mission, il est évident que l'indice quel qu'il soit augmentera de plus de 3%. L'indice 010762013 a par exemple augmenté de plus de 3% entre le 3ème trimestre 2022 et le 3ème trimestre 2023. La circulaire n°6374/SG du 29 septembre 2022 incite les collectivités territoriales à ne pas prévoir de clause butoir ou de clause de sauvegarde dans les contrats de la commande publique. Ce taux de 3% est donc inapproprié au contexte économique, et aux enjeux du marché : une dénonciation du marché à l'atteinte des 3% d'actualisation ne permettrait pas au SIDEVAM976 de respecter ses objectifs.

SIDEVAM 976

Assistance à maîtrise d'ouvrage technique, financière et juridique pour le bilan de l'actuelle délégation de service public et l'élaboration et le suivi du ou des prochains contrats d'exploitation des installations de traitement de déchets du SIDEVAM976

Échanges questions/réponses

Par conséquent serait-il possible de supprimer le plafond de révision pour ne pas pénaliser le titulaire qui subira une hausse des coûts et de supprimer la clause de sauvegarde qui est contradictoire avec les objectifs et contraintes du SIDEVAM976 ?

Réponses du SIDEVAM976 :

Pour répondre aux questions n°1 et n°2, le BPU/DQE a été modifié pour intégrer trois PU supplémentaires dans le cadre de la prestation n°9 et de la prestation n°11 afin que chaque candidat puisse distinguer ses tarifs.

Pour répondre à la question n°3, nous confirmons que le prix forfaitaire à renseigner est un forfait par modification/avenant et non un forfait par contrat. L'intitulé du prix a été modifié dans le BPU/DQE pour apporter cette précision.

Pour répondre aux questions n°4, n°5 et n°6, le CCAP a été modifié comme suit :

« La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont révisables tous les trimestres par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule : $Cn = (010762013 (m) / 010762013 (mo))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- mo : mois du dépôt de l'offre
- m : mois du trimestre concerné
- 010762013 (m) : valeur du dernier index publié au mois de la révision
- 010762013 (mo) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index 010762013 « Indice du coût du travail - Coût horaire - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) ».

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

La révision des prix est faite à la demande du prestataire qui devra apporter tous les éléments de justification du calcul de la révision. »

SIDEVAM 976

Assistance à maîtrise d'ouvrage technique, financière et juridique pour le bilan de l'actuelle délégation de service public et l'élaboration et le suivi du ou des prochains contrats d'exploitation des installations de traitement de déchets du SIDEVAM976
Échanges questions/réponses